

Rapport de Michel PARENT, Président de l'ICOMOS de 1981 à 1987

Un septennat effervescent
Je ne dis les autres sinon pour d'autant plus me dire
Montaigne, LES ESSAIS.

Michel de Montaigne, le plus lucide de tous les écrivains français, qui ne pratiquait pas la philosophie de système, mais qu'avaient instruit la profonde intimité de ses territoires, les voyages en Europe puis autour de sa bibliothèque, et surtout en lui-même, n'avait ainsi pas son pareil pour dévoiler les mobiles intérieurs de nos actes publics.

En conséquence inversée de l'aphorisme que je viens de citer, je ne saurais moi-même rendre compte de sept ans de vie collective de l'ICOMOS qu'en laissant émerger librement et spontanément comment je les ai vécus. Certes, l'histoire, qui, elle, doit se passer de témoignages vivants d'acteurs encore présents, n'a le choix, quand elle évoque des temps révolus, que de passer des documents au crible de la critique délibérée, comme des policiers tenus d'analyser les empreintes laissées par les criminels sur les corps de leurs délits.

A l'ICOMOS, d'ailleurs, nous disposons aussi de marques bénéfiques ou maléfiques irrécusables dont notre passage a affecté nos "monuments historiques" pour que la postérité nous juge sur la façon dont nous avons préservé ou trahi leur authenticité.

Pour le reste et surtout pour ce qui concerne l'histoire immédiate d'institutions animées par des êtres de chair et de sang et dont la sympathie qu'ils portent aux choses passe inéluctablement par celle qu'ils portent aux gens, je pense que la vérité la plus précieuse est celle qui fut vécue par chacun au fil des jours.

Certes, il m'arrive de me pencher, comme nous tous, sur l'énorme masse des pièces à conviction dont, en particulier, sous l'impulsion de mon équipe, nous avons chargé nos archives : sans doute même avec plus de détermination de ce besoin de laisser des traces, qu'on n'avait pu le faire avant nous. Ce ne fut pas là, seulement, un choix personnel; ce fut aussi une décision imposée par la taille de l'institution, la phase nouvelle dans laquelle elle entra à bout de quinze ans; et, enfin, c'était à cause d'un environnement international beaucoup plus présent et beaucoup plus disponible et exigeant.

Je serai d'autant plus à l'aise pour évoquer le labeur

partagé par toute une équipe qu'il était attendu de la grande majorité des militants, qu'il a suscité avec eux un dialogue constant, qu'il a été continu et que les deux mandats dont fut constituée l'ère 1981-1987 constituent néanmoins un tout, ayant eu sa respiration particulière.

Et sur le plan personnel, avant d'aller plus avant, j'ai encore à redire aux trois mille amis que j'ai côtoyés dans cette aventure, qu'elle a, certes, compté pour moi comme la conscience d'une tâche très lourde, mais, plus encore, comme un grand plaisir partagé.

Ce n'est pas sans raison que j'évoque sept années plutôt que deux fois trois : c'est en octobre 1980 qu'à Cracovie je fus pressenti pour devenir le troisième Président de l'ICOMOS. C'est en mai 1981 que je fus élu à cette charge à Rome, réélu à Dresde en mai 1984, et qu'en novembre 1987, je dressai le bilan d'un "septennat" de vie à l'ICOMOS...

Le principe même du fonctionnement de la mémoire, c'est celui d'une conquête du passé à rebours. C'est le principe de la découverte archéologique, qui atteint d'abord les couches des occupations du terrain les plus récentes avant de découvrir l'insigne origine des civilisations grâce aux révélations des couches les plus profondes. Si le temps va du simple au complexe, la mémoire va de notre propre complexité à la simplicité originelle.

Ainsi j'aurai plaisir ici à commencer par la fin et d'abord à rappeler l'essentiel à travers le bilan que j'ai dressé à Washington.

Il comportait essentiellement :

- celui du fonctionnement interne à travers la vie du Secrétariat du siège, celui des sections nationales numériquement en constante extension, et celui de nos autres structures statutaires.
- l'examen des avancées scientifiques à travers la multiplication des rencontres, l'affinement des méthodes d'exploration du patrimoine et du rôle joué par les plus actifs de nos Comités Scientifiques internationaux et de nos séminaires statutaires de

- 1981, 1984 et 1987.
- le bilan du développement de nos publications, au centre duquel à partir de 1985 l'organe intitulé ICOMOS INFORMATION a pris une place enviable.
- enfin, dans le cadre général de nos liens avec les organisations internationales généralistes ou spécialisées et en particulier avec l'UNESCO, le rôle désormais bénéfique qu'a joué l'ICOMOS auprès de l'organisation du Patrimoine Mondial et dont l'ICOMOS a retiré lui-même des ressources nouvelles, de grands avantages moraux et, je crois pouvoir l'affirmer, un prestige nouveau.

La vie interne

L'initiative d'un groupe d'experts réunis par l'UNESCO en 1964 qui, à la fois rédigeait la Charte de Venise et s'engageait à créer l'ICOMOS l'année suivante, avait fait ressortir les rôles éminents et fraternels de Piero GAZZOLA et de Raymond LEMAIRE. En 1965 en Pologne, il les avait tout naturellement vu apparaître à la tête de l'organisation. C'est à eux qu'il incomba pour une grande part de pressentir les collaborations les plus représentatives dans les différents pays, étant entendu que l'ICOMOS est une ONG (organisation non gouvernementale) faite de personnes privées n'y devant pas leur charge à une nomination administrative mais à une réputation consacrée par une élection libre au niveau international.

Des circonstances fortuites de santé firent en sorte que si je m'étais préparé à venir à Venise, je n'avais pu m'y rendre. Pas davantage à Cracovie mais seulement à Oxford puis à Rothenburg. 1981 était la première élection de responsables choisis hors des fondateurs historiques. Un consensus se fit pour appeler cette fois la France, pays du siège, à la tête de l'organisation. Le choix de la section française se porta sur moi en raison de mon expérience internationale, bien plus intense hors de l'ICOMOS qu'à l'ICOMOS même.

Quant à l'ICOMOS France, grâce à Jean SONNIER, puis à Yves BOIRET et Jean-Pierre Bady, elle était en plein développement et je les avais aidés de mon mieux.

Je fus donc proposé à l'unanimité, élu, et réélu en 1984.

Cette période représente un moment très particulier pour l'ICOMOS où, à la fois la confiance accordée à des "pères" ne va plus de soi, et où, après avoir été mûrement réfléchi, elle est concédée sous contrôle permanent.

On pourrait appeler cela le moment critique et stimulant d'une démocratie internationale qui s'accomplit par delà l'ère des "initiateurs".

Cette situation nouvelle ne me concernait pas seul mais aussi mes "co-élus" et d'abord le Secrétaire général dont le choix m'échappait totalement.

Beaucoup attendaient dans ce poste la manifestation d'un équilibre, soit entre l'Est et l'Ouest, soit entre l'Amérique et l'Europe. Ce fut le Tunisien Abdelaziz DAOULATLI qui fut élu (il est aujourd'hui Directeur Général du Patrimoine de son pays). Avant de travailler ensemble, nous nous connaissions un peu. En fait, notre entente, pendant sept ans, s'avéra sans faille et notre amitié s'est perpétuée depuis. Mais j'ajoute que son élection, puis sa réélection en faveur de laquelle je

m'engageai résolument, fut une des décisions marquantes de l'ICOMOS dans le sens d'un réel mondialisme.

Le Canadien J. DALIBARD et l'Argentin J. GAZANEO comme successifs Délégués Généraux aux finances complétèrent l'équipe des "officiers".

Outre les vice-présidents, dont je reparlerai, toujours choisis librement mais avec le souci d'une représentativité mondiale équitable, l'un des postes clés assurant le bon fonctionnement durable de l'ICOMOS est évidemment celui du Directeur du Secrétariat permanent. Le titulaire de l'époque, le canadien François LEBLANC devait retourner dans son pays en 1981. Il consentit sur ma demande à rester un an de plus, car j'estimai périlleux de ne pas maintenir une certaine continuité d'usage et d'information au moment où toute l'équipe dirigeante était renouvelée. Pour lui succéder en 1982, le choix du Comité Exécutif et du Bureau se porta sur la Directrice de notre Centre de documentation, Delphine Lapeyre, que je m'étais abstenu de proposer moi-même pour la seule raison de notre commune nationalité.

En fait, six ans de coopération de tous les instants, un comportement de rigueur et de franchise partagées, une complémentarité de caractère avec l'officier directement responsable du Secrétariat, A. DAOULATLI, ont permis à notre équipe d'avoir une efficacité avant tout due à la concorde, et de surmonter ainsi comme en se jouant les embûches qui, dans d'autres circonstances dominant la vie quotidienne de pareilles structures. Il me plaît de tirer cette leçon de l'expérience : le hasard sinon la bonne intuition de nos collègues nous avait réunis pour travailler ensemble. Après deux mandats, nous nous sommes volontairement retirés ensemble pour que "la roue tourne". Mais il serait faux de penser que nous avons agi dans l'autonomie satisfaite d'une petite technostucture comparable à un triangle mécaniquement indéformable.

L'objectif primordial restait d'internationaliser davantage l'organisation, de la rajeunir, de l'ouvrir à des coopérations extérieures multiples : organisations internationales générales et régionales, et, à l'intérieur, de vivifier les échanges, susciter la controverse jusqu'à la provocation. Il fallait aussi accentuer la vie propre de chaque structure interne que les statuts définissent clairement, mais qui ne sont qu'un poids superflu si elles sont conformistes, répétitives et n'assument pas la plénitude de leurs responsabilités consultatives ou décisionnelles.

Tel fut le problème posé par le Comité Consultatif. L'élection du Président S. TSCHUDI-MADSEN (Norvège) a marqué pour moi une avancée réelle, notamment en raison de sa disponibilité et de la chaleur (et de l'humour) d'un tempérament qui a rappelé aux Latins que les Nordiques aussi pouvaient se prévaloir du "privilège du cœur".

J'ai beaucoup apprécié que ce Comité devînt un "parlement" où nul ne biaisait, où certains, même ceux qui n'étaient pas les mieux informés, nous critiquaient ouvertement, ce qui était une occasion de mettre leurs pendules à l'heure. Il m'est même arrivé exceptionnellement de réagir avec vigueur lorsque tel ou tel préjugé se faisait jour. J'ai peut-être vécu dans ces circonstances les meilleurs moments de mon mandat : ces moments où je sentais alors une salle entière de professionnels compétents et de consciences humaines

exercées aux confrontations internationales approuver collectivement mon équipe avec détermination devant l'évidence de la bonne foi de chacun. On dit la vie internationale rompue à l'exercice de la dissimulation diplomatique, condition préalable propre à traverser sans dommage irréparable des marais de préjugés et des océans d'iniquité.

La fréquentation assidue de nos grandes oeuvres d'architecture nous a-t-elle incités à vivre dans la vérité les rapports entre quatre vingts nationalités, entre des militants éparpillés sur la planète, pratiquant leurs cultures spécifiques mais capables, pour le bien de la culture universelle, de payer de leur personne, de leurs fatigues, de leur imagination?

Chaque responsable national a eu à coeur de développer sa section nationale ou au moins de tenter. J'aborderai la vie de ces sections nationales telle que je l'ai observée dans la multiplicité de mes voyages. Je peux déjà souligner que le recrutement de leurs membres n'a cessé de croître ainsi que le nombre des sections nationales.

Les avancées scientifiques

Les fers de lance de l'ICOMOS, ce devaient être par nature les Comités Scientifiques Internationaux. C'est là que sont appelés à être posés en termes rigoureux les problèmes et les réponses au moins provisoires qu'ils impliquent, dans des domaines d'étude et d'action désormais de plus en plus ouverts aux techniques de pointe issues des sciences dites dures. De formation mathématique moi-même, j'ai toujours pensé que la prospective des sciences auxiliaires, dûment maîtrisées, devait concourir, non comme une fin en soi, mais comme des moyens aujourd'hui appliqués à la sauvegarde du patrimoine et de son authenticité. J'ai souvent souligné comment la concordance était stimulante entre l'approfondissement des raisons des traditions souvent méconnues et l'apport des analyses nouvelles. Certes, nos comités scientifiques sont nés au fur et à mesure des opportunités, mais l'un de mes vice-présidents, mon futur successeur Roberto di STEFANO, m'avait proposé une planification idéale stimulante.

Au delà du "Rapport Roman", nous avons cherché, à Summa Vesuviana, sous les pentes du Danube, à coordonner le travail multidisciplinaire attendu de nos comités scientifiques. Grande ambition et rude tâche. Mais c'est cependant à ce prix que ces comités ont apporté des contributions décisives comme dans la lutte pour la conservation de la pierre, dans l'emploi de la photogrammétrie, dans bien d'autres encore....

Au delà de ces problématiques pointues mais restreintes, il demeure posé à l'ICOMOS le problème de l'extension du concept patrimonial initié dès les années soixante, stimulé par la mise en oeuvre de la loi MALRAUX en France,

pris en compte par l'opinion publique dans les années soixante dix avec le succès du concept d'environnement et d'écologie. Piero GAZZOLA avait déjà dénommé bien plus tôt le "patrimoine intégré" : tout cela exigeait une réflexion internationale, systématique, et l'élaboration de textes appropriés au traitement de ces nouveaux champs patrimoniaux.

Chaque thème exigeait la continuité du travail d'un comité scientifique international et des colloques plus larges

aboutissant à l'élaboration de textes doctrinaux à placer en parallèle avec la Charte de Venise. C'est ainsi qu'en 1981, le colloque de Florence avait abouti dans le domaine des jardins historiques, après de multiples contacts antérieurs (Fontainebleau, Bruges, Séville, Madrid notamment). Il me fut donné de participer en Belgique auprès du Professeur Pechère à la dernière mise au point de la Charte des Jardins historiques. Ce travail exemplaire dont Mme Carmen ANON FELIU, après J. MITCHELL, a su inspirer les développements, m'a semblé un modèle du genre.

Avant d'être Président, je m'étais moi-même engagé au Colloque de Plovdiv dans les travaux du Comité sur l'architecture vernaculaire constitué en cette circonstance. Les dévouements dans ce secteur ont afflué, mais tirer des conclusions universelles dans un secteur aussi localisé que la maison rurale se heurte aux attractions de la proximité.

Fallait-il créer des comités régionaux propres à chaque grande culture mondiale ou, à tout le moins, à chaque continent ? Il me semble que la question reste posée.

La grande affaire dans le domaine des extensions du champ patrimonial, c'est évidemment le thème des Villes historiques. Dans des textes élaborés sous l'égide directe de l'UNESCO, nous l'avons abordé. Plusieurs essais propres à élaborer sur le sujet l'équivalent de la Charte de Venise n'avaient pu aboutir malgré les efforts très louables et très pertinents d'Alfred SCHMID. Les mandataires des quatre pays disposés à l'accueil du projet chez eux s'accordèrent sur le nom de la ville d'Eger pour y fixer le centre permanent du Comité des Villes historiques. Le texte qui y fut élaboré nous a paru justifier un langage plus neuf et un élargissement des perspectives. C'est ce que nous avons obtenu à Tolède, sans doute grâce au spectacle urbain que nous avons sous les yeux.... Il est des villes symboles qui inspirent la pensée et le style de ceux qui les approchent. Venise en est le paradigme, Florence et Tolède sont du nombre. Ce texte élaboré ainsi et auquel M. ROMAN, Président du Comité d'Eger, apporta lui-même deux retouches a été adopté à Washington. L'acharnement que nous avons tous mis à élaborer cette charte, avec G. BOLLA, F. CHOAY, N. BOUCHÉ, R. LEMAIRE et nos collègues espagnols (parmi lesquels M. GOMEZ-FERRER BAYO), mériterait une meilleure exploitation.

D'autres groupes spécialisés dont celui que nous avons créé, sous ma présidence, sur l'art pariétal, ont fini par évoluer très positivement. Aujourd'hui, son Président Jean CLOTTE fait bénéficier l'ICOMOS d'une participation utile à la diffusion de la connaissance des plus récentes et prestigieuses découvertes de grottes ornées.

Certes, on ne peut prétendre au leadership dans tous les domaines scientifiques propres à nos Comités Internationaux.

La multi-disciplinarité impose aujourd'hui des coopérations que le recrutement professionnel de l'ICOMOS est loin de recouvrir.

Les ingénieurs ont commencé à rejoindre l'ICOMOS dans les années 70 et 80, mais ils ont leurs propres structures internationales. De même, les archéologues, au sens strict de l'investigation du terrain.

Les architectes-restaurateurs restent le pivot professionnel

central de l'ICOMOS, mais s'y sont retrouvés progressivement ceux que j'appellerai les généralistes du patrimoine, d'origine diverse, soit juridique et administrative, soit urbanistique, ou ethnologique, soit les gens soucieux de protéger à travers la notion de site le milieu complexe dans lequel s'associent les oeuvres de la nature et de l'homme. Aujourd'hui, comme déjà en ce temps là, l'ICOMOS est tenu de s'adapter à l'évolution du contexte.

Ainsi, concernant la pédagogie, il eût été chimérique et déplacé de s'impliquer sur ce terrain en compétition avec le Centre de Rome, mais il est positif de collaborer avec lui.

Au delà du champ professionnel précis, le rôle de Jeunesse et Patrimoine International, animé par J. BARTHÉLÉMY et B. GRADIS, est à porter au crédit de l'ICOMOS, qui ne lui a jamais ménagé son appui. J'aurais aussi souhaité à l'époque que nous puissions intervenir auprès des enseignants pour favoriser la connaissance de la sauvegarde du patrimoine dans la culture générale.

Que le prochain millénaire n'oublie pas qu'en dépit de la popularisation du thème du patrimoine, sa banalisation guette plus que jamais.

Satisfait des orientations générales de l'ICOMOS actuelles, je me soucie des pressions multiples qui assaillent de tous côtés le pré carré des défenseurs de l'esprit de nos Chartes.

Les modes les plus fallacieuses nous assaillent y compris celle des reconstitutions intempestives. Je me réjouis de participer aujourd'hui à la formulation d'un concept qui associe éthique et esthétique dans la défense de l'authenticité du patrimoine reconnu comme un "droit de l'homme". Huit ans après mon retrait, j'ai le sentiment que de nouvelles batailles requièrent l'ICOMOS à la fois pour sauvegarder notre territoire maîtrisé et pour l'étudier. Les sciences de pointe qui nous concernent ont fait elles-mêmes de tels progrès que je suis convaincu qu'il y a à nouveau beaucoup à faire dans l'aggiornamento scientifique des métiers du patrimoine.

Les publications

Je ne m'étendrai pas sur le lancinant problème des publications de l'ICOMOS. Des formules diverses concernant un organe permanent et scientifiquement fondé de l'organisation ont été tentées avec succès pour le temps qu'elles ont duré.

Une surprise décevante a été le cas d'un excellent organe aidé par l'ICOMOS mais qui était malheureusement peu lu par les membres parce qu'ils ne l'achetaient pas. Cette expérience ayant cessé, j'ai appuyé la proposition du vice-président STEFANO qui nous a valu les livraisons d'ICOMOS INFORMATION dans des conditions qui étaient objectivement très avantageuses dans le contrat que j'ai signé, puisque nos milliers de membres recevaient désormais une livraison scientifique doublée du Bulletin de liaison, sans qu'il nous en coûtât plus que par le passé.

En 1984, j'ai exhorté l'Assemblée au soutien d'ICOMOS INFORMATION, et je ne peux guère douter que mon successeur s'y soit employé. Il est clair que pour autant, il faut bien que les finances de l'ICOMOS soient à même de supporter les dépenses impliquées. Le temps n'est plus où un

Etat comme la Belgique prenait à sa charge la totalité de la livraison du premier Monumentum. J'observe que dans bien des Etats, l'ICOMOS a montré la voie aux structures officielles qui ont su l'aider en conséquence. Jusqu'au jour où ces mêmes structures se sont données à elles-mêmes les moyens de se substituer aux initiatives de l'ICOMOS.

Faut-il se plaindre que les ONG soient à jamais ces têtes chercheuses qui augurent le "mouvement" et qu'ensuite les moyens institutionnels prennent le relais ? En France, où l'institution et l'ICOMOS sont en partie des structures constituées autour d'un même noyau d'experts, la différence n'apparaît guère, si la liberté du propos s'y manifeste également.

Ce problème dépasse celui des publications et renvoie aux rapports entre la science, la conscience, le politique, et l'argent : quadrature du cercle.

Quant aux publications spécialisées des Comités internationaux, ou celles des colloques à initiative nationale ou internationale, je peux dire qu'entre 1981 et 1987, nous avons fait feu de tout bois.

L'ICOMOS et les institutions internationales, dont le Comité du Patrimoine Mondial (CPM)

Depuis ses origines, l'ICOMOS a pour interlocuteur privilégié l'UNESCO qui l'a tenu sur les fonts baptismaux. J'eus moi-même des rapports privilégiés avec deux directeurs généraux, R. MAHEU et M. M'BOW au titre du Comité du Patrimoine Mondial, et préalablement comme expert consultant ayant passé de longs mois au Brésil et travaillé également en Tunisie, en Egypte dans le cadre de la sauvegarde des temples de Nubie etc.

Je fus associé également aux initiatives des Ministres de la Culture européens, et à celles du Conseil de l'Europe.

Mais les rapports directs et personnels, au-delà de la division idéologique du monde, étaient essentiels. Piero GAZZOLA et Raymond LEMAIRE avaient donné l'exemple en situant délibérément l'ICOMOS dans cette pratique toujours plus féconde que le repli sur soi.

La substance du patrimoine architectural est le produit même de la coopération des nations, voire d'une osmose originelle des intelligences, des savoirs, des capacités techniques, des tempéraments, des louanges et des envies, qui a même précédé l'existence des nations et leur survivra.

Nous serions de bien médiocres gestionnaires de l'esprit si nous entendions confiner celui-ci et le revendiquer exclusivement nôtre. Là où la liberté était alors trop mesurée à notre gré, là où la misère et le dénuement côtoyaient insupportablement la richesse la plus provocante, nous avons eu toujours raison d'y travailler pour témoigner des espérances d'un mieux vivre dont nous avons dans certains pays le privilège.

Il s'est trouvé que, conjointement, le Comité du Patrimoine Mondial, institution née dans l'orbite de l'UNESCO, et l'ICOMOS ont pu étroitement associer leurs capacités et leurs statuts différents au service d'une même cause qui s'est concrétisée par la multiplicité des contacts et des chantiers internationaux.

Du Comité du Patrimoine Mondial j'ai vécu la vie dès sa

naissance, ayant participé à la rédaction de la Convention de 1972, qui l'a institué par la suite, ayant appartenu sans discontinuer à sa direction collégiale avant de devenir son Président en 1980.

la Convention avait prévu l'assistance technique de l'ICOMOS.

Au moment où mes responsabilités sont passées de l'une à l'autre, cette coopération n'avait pas encore donné sa mesure.

R. LEMAIRE venait tout juste, avant de quitter la présidence, de demander au Professeur PRESSOUYRE d'être le coordinateur général de l'ICOMOS pour ce qui concernait l'examen des propositions d'inscription des Biens culturels au CPM.

Mon "septennat" a été marqué par une coopération étroite entre le Bureau de l'ICOMOS et plus particulièrement son Président Léon Pressouyre. Celui-ci (aujourd'hui vice-président de la Sorbonne) entretenait depuis longtemps des relations privilégiées avec les archéologues et les historiens d'art du monde entier. Ses enquêtes sur les Biens proposés se sont pendant toutes ces années révélées sans faille.

Je connaissais moi-même la grande majorité des Biens proposés de visu, et la plupart des équipes d'architectes et autres responsables du patrimoine dans la plupart des pays concernés.

Nous avons bénéficié par ailleurs d'une totale confiance de l'UNESCO, du Sous-Directeur pour la culture, Gérard BOLLA, puis de ses successeurs et ses collaborateurs tels qu'Anne RAIDL et Mounir BOUCHENAKI.

La politique globale du CPM devint un support décisif pour renforcer les capacités d'intervention générale de l'ICOMOS bien au delà de l'élaboration de la liste des biens inscrits. Certes, dans chaque pays, le gouvernement n'était pas tenu de faire étudier ses propres propositions par la section nationale de l'ICOMOS. Mais progressivement lorsque les biens inscrits en état de péril purent faire l'objet de programmes d'assistance - même au niveau préalable de l'élaboration du dossier -, les équipes furent le plus souvent constituées sur la base des propositions de l'ICOMOS. Ainsi, si dans son principe l'attention du CPM était limitée aux biens exceptionnels et d'intérêt universel, il s'agissait là de "locomotives" propres à entraîner une politique globale, à favoriser la formation d'experts locaux, à obtenir pour les pays en voie de développement des livraisons de matériel, et jusqu'à susciter en Europe la formation d'experts africains ou asiatiques aux disciplines les plus sophistiquées.

En quelques années, le budget global de l'ICOMOS s'est trouvé triplé et il a fallu l'incroyable "contre temps" dont l'économie mondiale souffre encore : la valeur du dollar, ramenée de dix à cinq francs - les ressources de l'ICOMOS étant en dollars et ses dépenses pour l'essentiel en francs - pour qu'on voie l'effet sur une ONG qui, pour autant, n'a jamais roulé sur l'or.

Les activités ont pu être maintenues par les sacrifices de tous, mais ce coup de semonce qui a désarticulé des ONG plus fragiles sinon plus imprudentes a été généralement très préjudiciable à l'UNESCO et à la vie culturelle internationale.

Dans les dernières années de ma présidence, notre

coopération avec l'UNESCO me réserva le privilège de vivre plusieurs rencontres préparatoires à l'élaboration des listes du Patrimoine Mondial, sur la base régionale ou d'une zone propre à une culture déterminée. Il était indispensable au CPM de veiller à la cohérence culturelle des propositions des Etats, de les inviter à ne pas écarter les cultures minoritaires. L'ICOMOS était l'organisme indépendant le mieux placé pour susciter cette coopération des spécialistes et il bénéficia lui-même de cette action en faveur de la coopération des cultures.

Cette entreprise fut menée tour à tour à notre initiative à Oslo entre les pays scandinaves, à Alger entre les pays du Maghreb, à Bamako entre les pays de l'Afrique occidentale, à Buenos Aires entre les pays du Cône sud de l'Amérique latine, enfin à une rencontre mémorable menée grâce à l'hospitalité de nos collègues indiens à New-Delhi et qui réunissait seize pays asiatiques du Pakistan au Japon, évidemment témoins et acteurs de cultures fort différentes mais dont il fut passionnant d'entendre leurs meilleurs interprètes nous confier ce qu'ils revendiquaient en eux de spécifique et en eux - et aussi en nous - d'universel.

Nous voilà certes bien loin des sordides affrontements ethniques qui continuent d'endeuiller le monde et d'illustrer la barbarie. Les voies de la régression humaine sont connues, celles qu'excite la fascination du pouvoir incontrôlé et de l'accumulation des richesses et des vanités. Les voies de la sauvegarde de l'homme et de ses valeurs diversifiées mais universelles elles aussi sont connues. Les ONG telles que l'ICOMOS peuvent du moins avoir conscience de leur bon choix.

A l'occasion de ce rappel à bâtons rompus d'une époque qui, au delà de l'ICOMOS, entraînait le monde de la culture dans un élan généreux qui s'efforçait, sans toujours y parvenir, de déplacer des montagnes, j'ai le plaisir de remercier en premier notre actuel Président Roland SILVA qui fut un de ceux qui m'accueillirent si amicalement dans son pays, et qui renouvelle depuis ses invitations, sans qu'en raison de contraintes personnelles j'aie pu accepter ses offres.

Je veux associer à ces remerciements ceux qui sont dûs à nos hôtes du XXXème anniversaire, nos amis polonais initiateurs de ces manifestations en particulier K. PAWLOWSKI, ancien et actuel président d'ICOMOS Pologne, compagnon de route de tous les instants depuis un quart de siècle. Ces amis polonais ont symbolisé à travers les épreuves ces attachements personnels et collectifs qu'a pu susciter la défense de la cause commune du patrimoine. A dix reprises, en quelques années, j'ai été leur invité ainsi que mon entourage et tant de mes collègues français. Et je n'oublie pas ma visite en plein "état de guerre" en 1982 dans la première capitale de l'Etat polonais de l'an 1000. Gniezno, fière de son insigne cathédrale, avait permis au grand restaurateur que fut Jan ZACHWATOWICZ de définir les subtils et parfois contradictoires enjeux de nos théories et de nos pratiques.

Tous ceux que j'ai déjà nommés, ce sont tous les vice-présidents de l'ICOMOS durant mes deux mandats dont je veux rappeler qu'ils furent des combattants en première ligne, chez eux dans leur continent, à Paris, toujours présents aux multiples réunions de Bureau, qui souvent devait agir par délégation du Comité Exécutif, réticent pour des raisons

Michel Parent

financières à la multiplication de ces réunions. Partout, de A. WEBSTER SMITH (USA) à J. GLEMZA (URSS-Lituanie), de J. GAZANEO (Argentine) à M. THAPAR (Inde), à R. SILVA (Sri Lanka) ou à M. BOURKE puis J. DOMICELJ (Australie), ils ont enrichi les contacts avec leur pays et les continents dont ils avaient la charge.

Quant à Roberto di STEFANO, son assistance imaginative de tous les instants, la fréquence des rencontres qu'il suscita en Italie ont donné à sa vice-présidence un grand relief.

Ce sont soixante sections nationales que j'ai rencontrées en sept ans sur place sur leur invitation et à la faveur d'élaboration de multiples programmes.

Le don d'ubiquité de l'équipe dirigeante n'était au reste pas miraculeux. Il fut le fait du travail obstiné des collaborateurs du siège, parmi lesquels je veux rappeler les noms de Chantal FOUQUET, Directeur du Centre de documentation après Delphine LAPEYRE, ainsi que Collin KAISER et Florence PORTELETTE.